

Leviers d'une politique de développement durable

**Démographie, aménagement du territoire et
développement durable de la société belge**

Contrat de recherche n° HL/DD/018

Thierry EGGERICKX (2)
Catherine CAPRON (1)
Jean-Pierre HERMIA (2)
Michel ORIS (coordinateur) (1)
Michel POULAIN (2)
Etienne VAN DER STRATEN (1)

Adresses de contact :

- (1) Laboratoire de Démographie, Université de Liège, 1b quai Roosevelt, B-4000 Liège.
Tel. 04 366 56 90, fax 04 366 58 38**
- (2) GédAP, Centre d'étude de Gestion Démographique pour les Administrations
Publiques, place Montesquieu 1, bte 7, B-1348 Louvain-la-Neuve. Tel. 010 47 29 67,
fax : 010 47 29 67**

Démographie, aménagement du territoire et développement durable

1. Résumé

Ce projet est réalisé par deux équipes universitaires qui travaillent en collaboration étroite depuis de nombreuses années : le Laboratoire de Démographie de l'Université de Liège et le GéDAP (Centre d'Etude de Gestion démographique pour les Administrations publiques – Université catholique de Louvain).

La principale caractéristique de notre recherche est de considérer la démographie comme un outil d'aide à la décision et à la gestion publique. En d'autres termes, nous proposons une démarche démographique qui permettra de suivre le développement durable de la société aux échelons régional, communal et infra-communal. Nos travaux montrent que la démographie locale est indispensable pour identifier des situations, des processus «insoutenables», et pour y remédier.

En ce domaine, le défi majeur est constitué par une véritable lame de fond qui traverse et recompose l'espace des pays développés depuis quarante ans : c'est la périurbanisation, soit l'envahissement des campagnes par des populations plutôt aisées et d'origine urbaine, alors que les villes se dépeuplent et se paupérisent rapidement. Les urbains se répandent dans les campagnes environnantes, tout en restant attachés à la ville par leur travail, et les limites ou frontières entre l'urbain et le rural, entre les citadins et les campagnards sont de plus en plus floues. Plusieurs facteurs expliquent cet étalement périurbain. Citons la détérioration du cadre urbain, l'augmentation du niveau de vie et de l'individualisme, la poussée des «mouvements verts» qui prônent le retour à la nature et la recherche d'une meilleure qualité de vie... mais surtout le développement phénoménal du parc automobile et des infrastructures routières et autoroutières. L'automobile a balayé l'obstacle de la distance et a largement contribué à rapprocher la campagne des villes. La voiture peut être considérée comme l'un des principaux facteurs de l'éclatement spatial de la ville.

Ce processus de périurbanisation a des implications économiques et environnementales importantes, mais contribue également à une ségrégation sociale de l'espace qui accroît les différences entre les villes et les zones moins urbanisées. Si le choix périurbain peut être positif sur un plan strictement individuel, il est très certainement contestable sur le plan collectif et social. Indubitablement, il est en opposition avec de nombreux axes de la politique de développement durable, mais la gestion de la péri-urbanisation est nécessairement une gestion des conflits entre intérêts collectifs et intérêts privés, une tentative difficile de faire émerger des comportements citoyens.

Dans le cadre de nos recherches, d'autres travaux, menés au niveau infra-communal, ont souligné la grande diversité et les inégalités socio-démographiques qui existent à l'intérieur des grandes agglomérations comme dans les communes plus rurales. Plusieurs enquêtes ont également confirmé qu'aux différentes étapes de la vie d'un individu ou d'un ménage correspondent des projets migratoires spécifiques auxquels sont associés des milieux d'habitat bien particuliers. Il n'en demeure pas moins que tout le monde ne dispose pas du privilège du choix du lieu de résidence optimal. Il est même évident que de ce dernier point de vue, les inégalités vont en s'accroissant, les jeunes générations ayant des options plus réduites que celles qui ont atteint l'âge adulte dans les années soixante ou septante. L'équité

intergénérationnelle apparaît menacée par la double inertie des processus de périurbanisation et de vieillissement.

2. Objectifs

Dans sa définition la plus classique et la plus large, le développement durable est défini comme un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Au départ, cette problématique du développement durable est née de la prise de conscience de l'épuisement des ressources naturelles non-renouvelables et de l'enlisement économique et social de notre société. En d'autres termes, comment renouer avec la croissance de manière à réduire les inégalités et la pauvreté sans détériorer l'environnement légué aux générations futures? La motivation écologique se double donc de puissants enjeux économiques et sociaux. Or, force est de constater que dans le cadre de cette problématique, la dimension sociale est souvent négligée, tant dans les travaux scientifiques que dans les préoccupations formulées par les acteurs politiques ou encore le grand public.

Sans négliger les interactions entre les trois sphères – économique, sociale et écologique - indissociables du développement durable, nos travaux sont centrés sur la dimension sociale de la problématique. En effet, nous sommes convaincus que dans le contexte actuel, contribuer au développement durable de la société, c'est avant tout lutter contre la désintégration sociale et donc favoriser une croissance porteuse de solidarités, une croissance qui vise à réduire les inégalités, l'exclusion, la fracture et les fractures sociales.

La connaissance des faits démographiques d'hier et d'aujourd'hui, dans leur dimension spatiale doit contribuer à construire un outil d'analyse indispensable à l'aide à la décision et à l'élaboration de politiques de développement durable pour notre société. Nous concevons celles-ci comme l'ensemble des mesures à prendre afin d'assurer un équilibre harmonieux entre, d'une part, les aspirations et les besoins de la population, et d'autre part, leur environnement. Ce dernier est considéré comme l'espace de vie quotidien de chaque individu, où interfèrent aussi bien l'élément strictement naturel (paysage, pollution, bruit...) que des facteurs socio-économiques et culturels (emploi, habitat, convivialité, sentiment d'insécurité...). L'intégration de ces deux notions — la population et son environnement — doit prétendre à développer une politique durable d'aménagement du territoire. Celle-ci ne sera viable et pleinement efficace que si ces deux « sphères » se développent en harmonie.

Dans l'objectif fixé, la variable population, comme actrice et comme dénominateur, est centrale. Dans une conception plus pragmatique, il est indispensable d'intégrer la démographie dans la panoplie des outils d'aide à la décision, tant à l'échelle du pays qu'au niveau des régions ou des communes. Elle doit guider les choix politiques cherchant à développer ou à créer un environnement, au sens le plus large du terme, favorable à l'épanouissement de notre société. Mais, notre démarche serait incomplète et dans tous les cas insuffisante si notre apport se limitait à "pratiquer" une démographie au sens strict du terme. Les caractéristiques et les comportements démographiques ne jouent pas en vase clos. Leurs évolutions, leurs diversités ne s'expliquent qu'en interrelation avec d'autres variables sociales, économiques et culturelles.

Ensuite, notre approche se veut résolument locale. La problématique du développement durable s'impose à tous les niveaux, à l'échelle de la planète comme à l'échelon local, mais

les priorités ne sont pas forcément identiques et les enjeux ont bien évidemment une portée différente. Le niveau local – les communes et les quartiers – nous paraît un niveau pertinent d'analyse. En effet, malgré le contexte de mondialisation, notre planète reste avant tout celle des villes, des villages et des quartiers, celle de l'environnement immédiat des individus. De manière générale, le comportement de l'individu s'inscrit dans un contexte en interaction avec celui de ses proches ; proches au sens des liens tissés comme au sens de la proximité spatiale. Son espace de vie, l'ensemble des lieux, des personnes avec lesquels il entretient des relations fait bien évidemment intervenir la distance ; l'intensité des liens créés par un individu diminuant au fur et à mesure que la distance s'accroît. En résumé, le niveau local nous semble le niveau le plus proche des réalités humaines, sociales et économiques et le niveau le plus pertinent pour mobiliser l'ensemble des acteurs, qu'il s'agisse des collectivités locales, des entreprises et des citoyens, afin d'atteindre un objectif global. Enfin, et ceci n'est pas le moindre des arguments, seule une « descente » à l'échelle des communes et des quartiers peut permettre d'identifier les « zones à risques » et les espaces en crise. Une politique de développement durable et harmonieux ne peut se permettre de méconnaître ces différences et ces inégalités.

Dans ce cadre, nos travaux ont concerné deux problématiques particulières

- **Migrations, périurbanisation et développement durable**

Le thème de la mobilité est au centre de la plupart des débats sur le développement durable en Belgique. Or, dans le discours politique et médiatique, la mobilité est essentiellement perçue comme celle impliquant les déplacements quotidiens entre le domicile et le lieu de travail. On pointe alors du doigt les problèmes d'engorgement de la circulation que cela pose à l'entrée, à la sortie et dans les grandes agglomérations, l'accroissement de la facture énergétique et les problèmes environnementaux que cela suppose (pollution, bruit...). C'est évidemment oublier qu'en amont de cette mobilité quotidienne, il y a des choix résidentiels qui sont ancrés dans les mentalités depuis plus de 40 ans.

Ces choix résidentiels s'intègrent dans le cadre du processus de périurbanisation. Ce mouvement consiste en un dépeuplement ou un décongestionnement démographique des agglomérations urbaines au profit de leur périphérie verte. En d'autres termes, les urbains se répandent dans les campagnes environnantes, tout en restant attachés à la ville par leur travail, et les limites ou frontières entre l'urbain et le rural, entre les citadins et les campagnards sont de plus en plus floues. Cette ville éclatée, avec ses zones commerciales, ses lotissements, ses voies rapides qui envahissent les villages situés à la périphérie des centres urbains, correspond, d'une certaine manière à la ville qu'a voulu et que veut toujours une partie de la population. La périurbanisation n'est pas seulement une phase du processus d'urbanisation, c'est aussi et avant tout le reflet de l'évolution des modes de vie. Or, cette dislocation spatiale de la ville – par laquelle s'exprime le souhait de disposer d'un cadre de vie plus vaste et plus sain, d'une maison individuelle et de dissocier l'espace du travail de l'espace résidentiel – est en contradiction avec la centralité prônée par les urbanistes et les pouvoirs publics et le principe, quasiment partout défendu, de la «ville durable» qui est celui de la densification des tissus urbains centraux. Car le modèle de la ville éclatée, qui suppose une surconsommation d'espace par l'extension des zones périurbaines ainsi que la multiplication et l'allongement des déplacements, est peu compatible avec l'instauration de mesures visant à réduire l'émanation de gaz à effet de serre et les autres types de pollutions (déchets, bruits...) inhérentes à l'urbanisation croissante.

L'impact de la périurbanisation n'est pas seulement écologique, mais également économique et social. La redistribution spatiale de la population au travers de la mobilité se double d'un processus de ségrégation résidentielle, marqué par l'appauvrissement des agglomérations urbaines et un enrichissement des zones péri-urbaines. En Belgique, avec le Registre national, nous disposons d'une base optimale de données pour l'analyse de la mobilité spatiale. Nous proposons des analyses novatrices des dimensions socio-démographiques et économiques présentent en amont comme en aval de ces comportements de mobilité.

- **La multiplication des espaces en crise (à l'échelle des communes et des quartiers)**

L'idée directrice est qu'il ne peut y avoir de développement durable de la société tant que subsistent et à fortiori s'accroissent les inégalités socio-économiques. Notre rôle est donc d'identifier et de localiser parmi les situations marginales, les différences et les inégalités, celles considérées comme « insoutenables » ou celles qui risquent à terme de se transformer comme telles. Dans ce cadre, l'information démographique se doit d'apporter sa contribution au souci d'assurer la meilleure équité entre les citoyens et d'orienter le devenir de la société de demain vers un bien-être partagé par tous, sans distinction.

Un développement local, optimal et durable, doit reposer sur une connaissance actualisée des caractéristiques socio-démographiques d'une commune, mais aussi et surtout des différences et des inégalités que l'on peut rencontrer à l'intérieur du périmètre communal. A-t-on conscience que derrière les "sacro-saintes" moyennes nationales et régionales, se cache une extrême diversité des structures et des comportements socio-démographiques révélant eux-mêmes autant d'inégalités et de tensions? Oublier et ne pas prendre en compte ces différences, c'est verser dans la globalisation réductrice et trompeuse. A titre d'exemple, au sein des agglomérations de Charleroi et de Namur, les taux de fécondité peuvent varier du simple au triple. Dans l'agglomération bruxelloise, 6 à 7 ans séparent l'espérance de vie de certaines communes.

C'est dans ce sens que nous avons expérimenté le concept de quartier qui se base sur l'espace de vie quotidien des individus et tente de regrouper dans une même unité spatiale tous ceux qui ont un large espace de vie commun et sont, dès lors, confrontés au même environnement spatial et, d'une manière générale, aux mêmes problèmes. Ces quartiers ne sont pas seulement un découpage à des fins de présentation géostatistique, mais une clé indispensable au développement d'une action politique au niveau infracommunal.

3. Quelques résultats

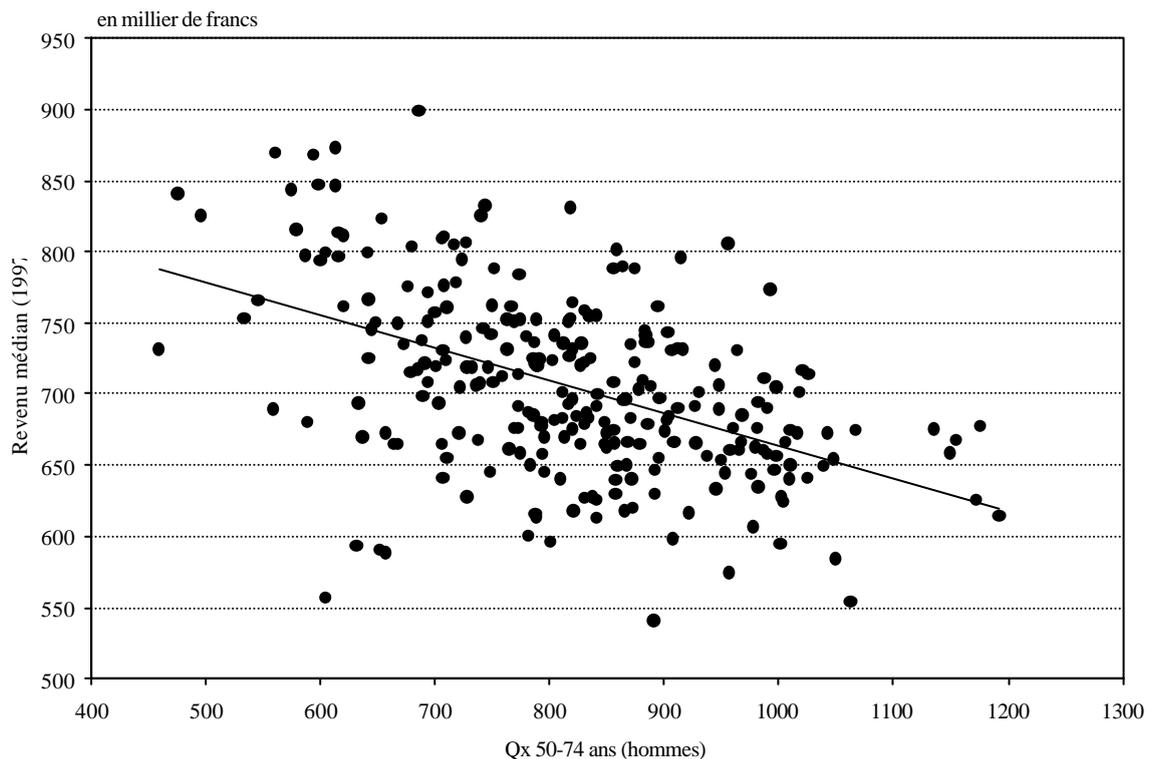
- **Les composantes socio-économiques, démographiques et culturelles du processus de périurbanisation**

Comme nous l'avons déjà évoqué, une partie importante des recherches menées dans le cadre de ce projet est consacrée au thème de la périurbanisation, et plus particulièrement à l'évolution du processus, à ses conséquences et à ses composantes socio-démographiques. Nous ne reprenons ici que quelques-uns des principaux résultats de nos analyses, notamment ceux qui mettent en évidence le rôle de la périurbanisation dans le processus de dualisation socio-démographique entre villes et campagnes.

Les espaces périphériques des agglomérations se développent par l'immigration de ménages relativement aisés, dont les adultes restent attachés à la ville par leur travail. Il s'agit de l'image classique et simplifiée du contenu socio-démographique de la périurbanisation. Au travers des stratégies résidentielles, un tri social s'opère et il contribue à renforcer les contrastes socio-économiques et démographiques entre les espaces périurbains privilégiés et les quartiers défavorisés des grandes agglomérations où se renforcent les images d'exclusion, de pauvreté, d'isolement, de vieillissement, de fragilité familiale, de dégradation des logements, de sous-utilisation des équipements collectifs. Ainsi, les données du Registre national nous ont permis de démontrer que :

- Les communes périurbaines se distinguent par un modèle de fécondité particulier : une sur-fécondité relative aux âges élevés qui traduit, chez les femmes, un niveau d'instruction plus élevé et des taux d'activité plus importants, ces deux dernières caractéristiques incitant les femmes à retarder leurs projets féconds.
- Les communes périurbaines bénéficient d'une espérance de vie à la naissance sensiblement plus élevée que celle qui distingue les agglomérations urbaines. Ces différences soulignent non seulement des inégalités criantes face à la mort et à la maladie, mais aussi le retard pris dans certains milieux d'habitat ou sous-régions en termes de recours aux soins de santé, de prévention de la maladie, d'équipements...

*La relation entre le quotient de mortalité des hommes âgés de 50 à 74 ans (1993-1998)
et le revenu médian annuel (1997) : $r = -0.49$*



- Les types de ménages ne se répartissent pas équitablement sur le territoire. Une très nette ségrégation de l'espace apparaît aussi à ce niveau. Dans les communes périurbaines, les ménages sont en moyenne de plus grande taille et les ménages «à risque» (isolés, monoparentaux, familles recomposées) sont moins bien représentés (51 % d'isolés à Liège et 25 % en milieu périurbain). Dans les centres urbains wallons, 22 % des enfants de moins de 15 ans vivent dans un ménage monoparental, alors que cette proportion est à

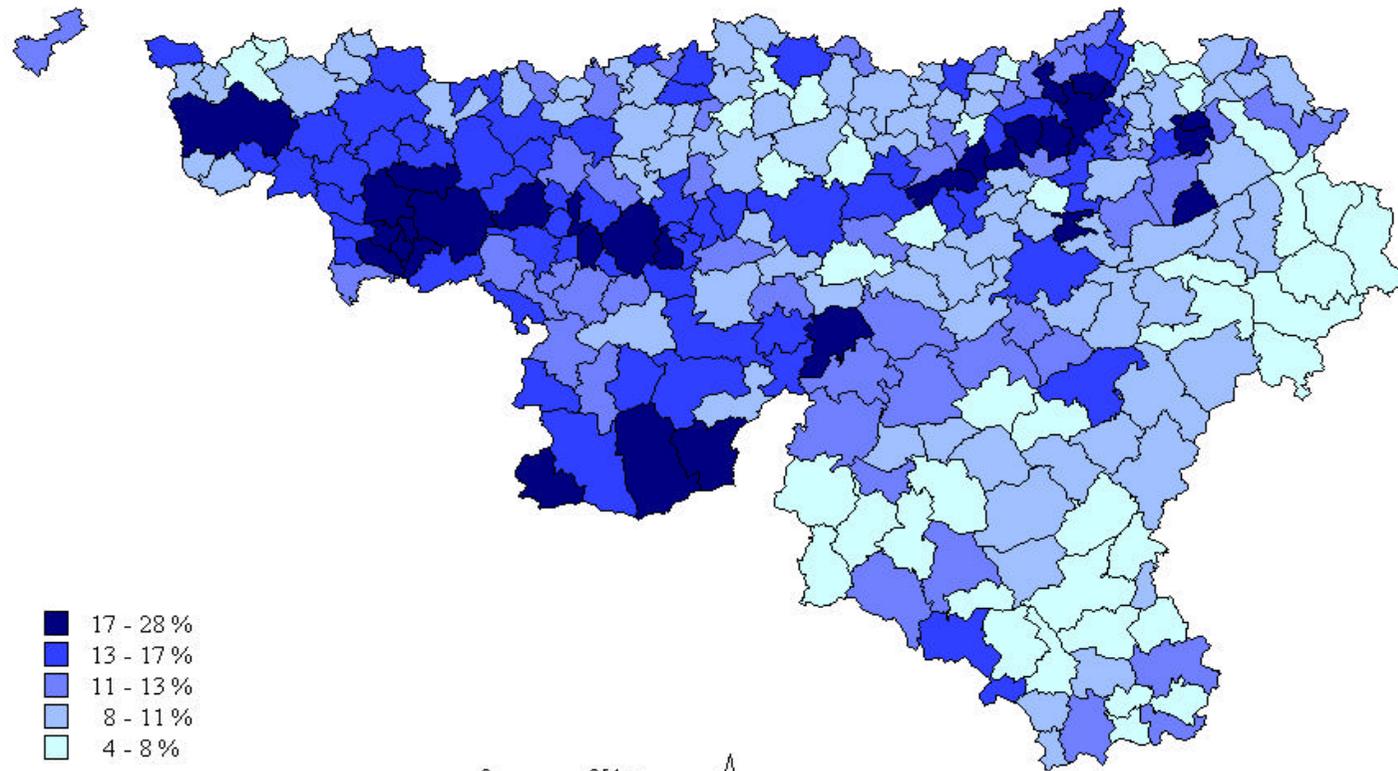
peine supérieure à 10 % en zone périurbaine. A Liège, 44 % des femmes âgées de 25 à 39 ans vivent seules, alors qu'elles sont 21 % en milieu périurbain. De même, l'étude inédite des transitions de ménages (le suivi de la composition des ménages entre deux dates) a montré que ceux-ci étaient nettement plus stables en milieu périurbain. Or, la fragilisation de la famille et le développement rapide des nouveaux modèles familiaux – et donc la multiplication du nombre de ménages – ont des implications socio-économiques évidentes, mais aussi environnementales, car ils se traduisent par une demande accrue de logements, une augmentation de la mobilité et de la consommation de certains biens (automobile, eau, électricité...)

D'un autre côté, par la pression qu'exerce sur le logement la croissance démographique des communes périurbaines et le modèle culturel dominant de l'habitat – la ferme à quatre façades avec jardin à la campagne – véhiculé par les migrants, une opposition et une sélection sociales s'observent aussi au sein de ce milieu d'habitat. C'est ce que nous avons pu vérifier dans le cadre du Brabant Wallon.

Il y a d'abord les contrastes entre les anciens habitants et les nouveaux arrivants. La structure par âge des premiers est sensiblement plus vieillie que celle des seconds. Cette différence démographique se répercute sur la composition des ménages comme sur la structure socio-professionnelle de ces deux populations. Ainsi, les non-natifs dominent largement les âges dits « actifs ». Cette caractéristique n'est certainement pas sans conséquence sur l'évolution et la transformation de la vie socio-culturelle et politique dans les villages. En outre, cette « domination » quantitative se double d'une différenciation « qualitative ». Celle-ci transparaît par la structure de l'emploi – davantage d'ouvriers chez les natifs et beaucoup plus d'employés du privé chez les « néo-ruraux » – et par le niveau d'instruction – les non-natifs bénéficient d'un niveau d'instruction sensiblement plus élevé que celui des natifs. Enfin, cette opposition sociale entre les « anciens » et les « nouveaux » se matérialise dans l'espace par le logement, notamment au travers du lotissement résidentiel.

Ensuite interviennent des facteurs d'inertie qui transforment des situations de fait en processus vicieux. Sous l'afflux des néo-ruraux, le marché immobilier s'embrase et les prix explosent. Dès lors, en raison de cette pression immobilière, « l'écroulement social » se poursuit avec l'émigration de ménages qui s'en vont rechercher dans les villages ceinturant le Brabant Wallon les logements que celui-ci n'est plus capable de leur offrir à des prix décentes. Les caractéristiques démographiques de ces émigrants sont assez proches de celles des entrants en Brabant Wallon. Dans un cas comme dans l'autre, le modèle familial dominant est celui du jeune couple marié avec enfant(s). Néanmoins, les couples qui quittent le Brabant Wallon pour les communes périphériques sont en moyenne un peu plus jeunes et ont un peu moins d'enfants que ceux qui viennent s'y installer. Les différences entre ces deux sous-populations se renforcent si l'on considère leur statut socio-professionnel et leur niveau d'instruction. Chez les émigrants, il y a une surreprésentation d'ouvriers et de personnes disposant d'un niveau d'instruction faible ou moyen. Chez les immigrants, les employés du privé et les personnes bénéficiant d'un niveau d'instruction supérieur sont, en termes relatifs, les mieux représentés. Au-delà de ces contrastes, les différentes analyses démontrent que ceux qui quittent le Brabant Wallon – pour s'installer dans une commune périphérique ou dans une autre commune de Belgique – ne sont pas ceux qui gonflaient les listes du chômage et des C.P.A.S. de la province. En d'autres termes, le tri social qui s'opère concerne moins les plus démunis que les « classes moyennes et ouvrières ». Il renforce ainsi la dualité entre la base et le sommet de la pyramide sociale et rend d'autant plus cruciale la pénurie en logement sociaux et en logement locatif qui caractérise cette province.

La proportion d'enfants de moins de 15 ans vivant dans un ménage monoparental (1998)



0 25 km



Source : Registre national - I.N.S. Réalisation : GédAP - UCL

- **Les grandes agglomérations wallonnes : hétérogénéité des structures et des comportements socio-démographiques et espaces de précarité**

Le tri social opéré par la péri-urbanisation contribue à renforcer les contrastes socio-économiques et démographiques entre les espaces périurbains privilégiés et les quartiers défavorisés des grandes agglomérations où se renforcent les images d'exclusion, de pauvreté, d'isolement, de vieillissement, de fragilité familiale, de dégradation des logements, de sous-utilisation des équipements collectifs...

Dans le cadre de nos recherches sur la paupérisation en milieu urbain, nous avons analysé en détail le cas de Liège. Liège connaît un processus de paupérisation qui est étroitement assimilé au territoire. Les citoyens aisés ont quitté en masse la ville pour s'établir à la périphérie. C'est un phénomène bien connu qui a comme conséquence directe l'abandon de la ville par la population la plus aisée et partant, la crise urbaine. En utilisant comme grille d'analyse les quartiers, nous avons mesuré les inégalités à partir de deux indicateurs simples : les revenus et les logements. Une première approche se place au sein des quartiers pour mesurer les tensions internes et une seconde envisage les pourtours des quartiers pour localiser les fractures, les frontières de l'espace urbain, en d'autres termes, les points de contact entre quartiers pauvres et quartiers riches.

Les résultats font apparaître :

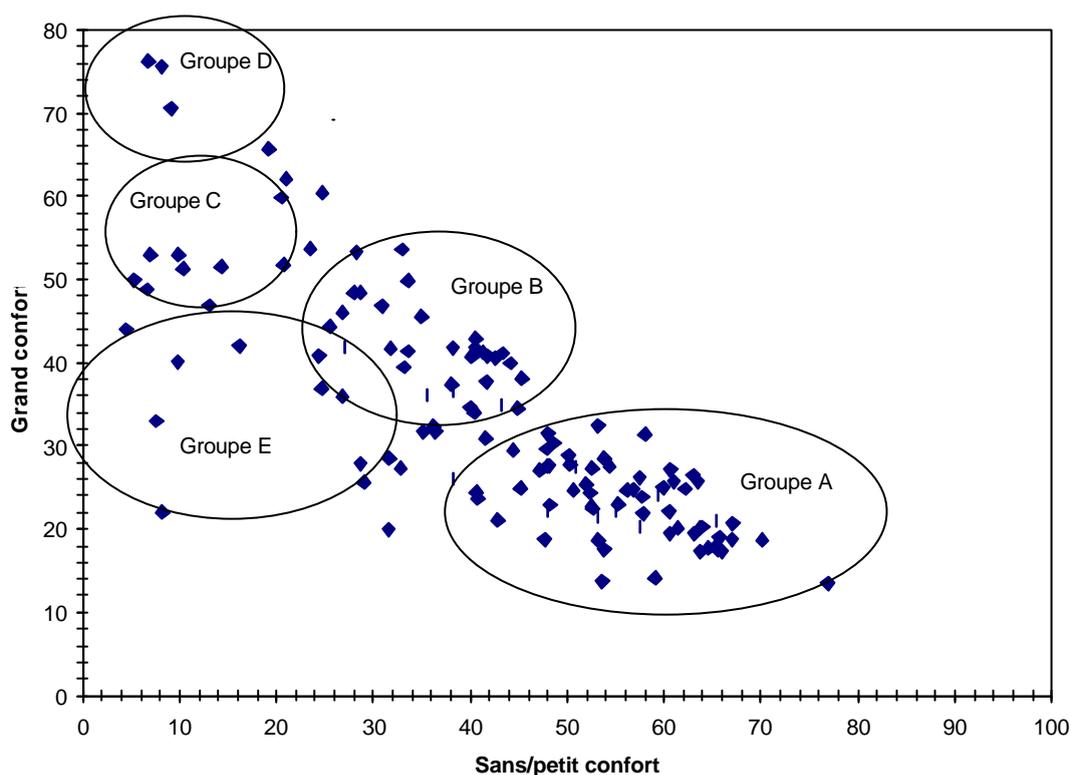
- un net processus de gentrification. Les quartiers situés sur les hauteurs de la ville sont pris d'assaut par une classe moyenne jeune qui cherche des habitats pas trop chers dans des quartiers relativement agréables, tandis que les plus pauvres n'ont pas d'autres choix que d'habiter dans le centre.
- C'est d'ailleurs dans le cœur urbain que s'observent les frontières entre quartiers riches et quartiers pauvres. Mais les quartiers riches du centre ne sont pas pour autant exempts d'inégalités. Le quartier inégalitaire par excellence est celui du Mont-Saint-Martin (cœur historique de la ville) caractérisé par un habitat contrasté composé d'édifices exceptionnels et de taudis.

Cela montre que la ville n'est pas uniquement un espace dual mais qu'elle est aussi un espace éclaté, déshomogénéisé. L'étude menée dans le cadre des 55 quartiers de Charleroi confirme ce constat et a permis de vérifier, grâce à l'utilisation de données à connotation plus démographiques que :

- Le spectre des différences est plus étendu au niveau infracommunal qu'à l'échelon intercommunal. La ville est diversité et toute politique communale doit prendre en compte ce facteur. Cette hétérogénéité souligne également les inégalités criantes. Prenons le cas de l'espérance de vie à la naissance des hommes. Entre les quartiers de Charleroi situés aux extrémités de la distribution, on observe un écart de plus de 12 ans d'espérance de vie, alors que la différence entre les valeurs minimales et maximales, calculée pour les 262 communes wallonnes, n'atteint pas 8 années. Si les valeurs maximales sont quasiment identiques (un peu plus de 76 ans d'e0), l'espérance de vie minimale est sensiblement plus faible à l'échelle des quartiers de Charleroi (63,6 ans) qu'à celle des communes wallonnes (68,6 ans). Le retard

accumulé par les populations concernées témoigne d'inégalités criantes en terme de recours aux soins de santé, de prévention de la maladie, de comportements particulièrement pathogènes (tabac, alcool, alimentation...) mais probablement également d'un environnement particulièrement dégradé (pollutions, insalubrité des logements...).

Proportion des sans/petit et grand confort par secteurs statistiques, Liège, 1991



Groupe A = « défavorisés et homogènes ». Deuxième lecture : profondément inégaux

Groupe B = Zone de tension : fort % ss/petit et grand confort. Peu de logements moyens. Pas de transition

Groupe C = « favorisés et hétérogènes ». Inégalités gommées par de forts % de logement moyen

Groupe D = « favorisés et homogènes »

Groupe E = Zone sans frottement. Large part réservée au confort moyen

Source : I.N.S. (1991), *Recensement de la Population et des logements Commodités combinées à l'intérieur des logements privés occupés par secteurs statistiques.*

- Certaines catégories socio-démographiques sont davantage concentrées dans l'espace urbain que d'autres. Les catégories à l'identité sociale la plus marquée (minimexés, étrangers non-UE, cadres supérieurs, universitaires...) ont tendance à davantage marquer de leur empreinte certains quartiers de l'espace urbain, alors que la plus grande mobilité et surtout la moins bonne cohésion des catégories intermédiaires se traduiraient par une plus grande dilution spatiale.
- La cartographie des différents indicateurs laisse apparaître une partition de l'espace urbain en trois parties. Globalement, les problèmes sociaux se concentrent dans une partie centrale, qui s'étire d'est en ouest en englobant les quartiers les plus urbanisés, bordant la Sambre, et qui furent le siège d'une industrialisation massive au XIX^e

siècle. C'est également dans cette partie centrale que se concentrent les logements les plus insalubres. En revanche, les populations de chômeurs, de minimexés, d'étrangers non-Union Européenne, de personnes ayant un faible niveau d'instruction sont nettement moins présentes dans les parties nord et sud de la ville. En outre, c'est dans cette partie méridionale de la ville que l'on observe les proportions les plus élevées de personnes âgées de plus de 60 ans, c'est-à-dire là où les espaces non bâtis et verdurés sont les plus importants, à proximité des communes périurbaines de l'agglomération carolorégienne.

- **Les trajectoires de vie aux niveaux local et régional : évidences démographiques et éléments de «non-durabilité»**

Les études des trajectoires de vies, menées à l'échelon régional et local, ont permis de mettre en évidence des situations d'insoutenabilité. Se basant sur une première observation, à savoir que la mobilité des individus évolue au cours de la vie, nous mettons l'accent sur le fait qu'aux différentes étapes de la vie correspondent des projets migratoires distincts, et des espaces de prédilection différents. Cette réelle ségrégation de l'espace permet – ou dirige – les aspirations de chacun qui évoluent au cours de la vie.

L'analyse 'event history' que nous avons effectuée à une échelle très locale, celle de la ville de Namur, souligne l'importance des coûts psychologiques et financiers de la mobilité. Elle a fait apparaître, d'une part, que la paupérisation rapide que connaissent les centres urbains est le fruit d'une dynamique d'immobilité, aussi étrange que cela puisse paraître. D'autre part, grâce à l'analyse des départs des enfants du domicile de leurs parents, nous avons pu mettre en évidence l'importance croissante de ce que nous appelons les migrations «descendantes». Par là, nous désignons une migration lors de laquelle les jeunes - une majorité de filles mais aussi certains garçons - sont prêts à quitter la banlieue périurbaine aisée de leurs parents pour gagner leur autonomie. Cela contribue également au processus de vieillissement que connaissent les régions périurbaines.

Cela confirme les conclusions auxquelles nous ont menés des analyses plus régionales : l'espace est le siège d'un large processus de ségrégation sociale. Les désirs des individus en terme de migration sont bloqués par le processus de périurbanisation et l'explosion du prix des logements qui l'accompagne. Les jeunes ménages n'ont pas les moyens de s'y loger, et ils sont «éjectés» hors des zones périurbaines.

On peut donc parler d'une accession différentielle aux multiples types d'espace qui composent l'espace wallon, ce qui soulève le problème de l'équité inter-générationnelle, crucial lors de la gestion sociale, économique et politique de phénomènes tels que le vieillissement.

4. Perspectives d'application et d'utilisation

Outre la portée scientifique des travaux de nos deux équipes, notre principal objectif est de sensibiliser les décideurs, quels qu'ils soient, aux réalités démographiques actuelles pour leur permettre de mieux les intégrer dans leurs actions. Il s'agit d'un processus

d'aide à la décision à l'attention des responsables de la gestion publique, à tous les niveaux d'action, depuis la commune jusqu'aux instances internationales. Ce processus d'aide à la décision ne peut être pleinement efficace que s'il repose sur des données adéquates, riches, actualisées et fiables.

L'un de nos principaux atouts est de disposer d'une base de données inédites qui résulte du couplage du Registre national et du dernier recensement de la population (1991). La quantité d'informations réunies est extraordinaire et autorise d'innombrables questionnements comme la mise en œuvre d'approches relativement inédites — analyses longitudinale et transgénérationnelle, transition des ménages, démographie des logements... — et de méthodologies statistiques relativement sophistiquées — analyse factorielle, cluster analysis, event history analysis... Cette banque de données individuelles, mais anonymisées, peut en outre s'appuyer sur une base de données statistiques des communes wallonnes (Bdcom) composées de plusieurs millions de chiffres provenant des recensements de la population de 1981 et 1991, du cadastre, des statistiques du chômage, des revenus, des ventes immobilières et du mouvement de la population. Les travaux que nous menons, pour le compte des administrations publiques, permettent d'enrichir continuellement ces bases de données.

Ensuite, l'opérationnalisation de notre démarche s'est concrétisée par la mise au point d'un logiciel interactif, CYTISE, qui intègre le couplage Registre national-recensement. Ce logiciel, qui renferme plusieurs dizaines de millions de données, est particulièrement adapté à l'étude et à la comparaison des populations locales ainsi qu'à leur gestion démographique. Toujours dans une optique d'aide à la décision, une version plus complexe de ce logiciel sera développée prochainement et intégrera les données Bdcom, des informations plus «environnementales» ainsi que des indicateurs construits autour de données originales collectées dans le cadre du présent projet. C'est par exemple le cas du *baromètre de qualité de vie* des communes wallonnes, que nous avons construit en croisant des données démographiques, sociales, économiques et environnementales (au sens "classique" de ce dernier terme). Enfin, une dernière innovation sera réalisée, avec l'intégration d'une fonction d'agrégation à la carte permettant de réunir telle unité spatiale (commune, quartier...) avec telle autre. Cette fonction devrait permettre aux décideurs, aux gestionnaires de se concilier autour de projets collectifs, par exemple pour définir des communautés urbaines. Cet outil d'aide à la décision se veut didactique, convivial et suffisamment souple afin de tenir compte à la fois d'exigences scientifiques et de contraintes plus pragmatiques, tant dans le choix des indicateurs que de celui du découpage de l'espace, par exemple.

Le développement de nos bases de données et d'outils informatiques s'inscrit dans une démarche qui se veut avant tout pédagogique et interactive. Dans le cadre de cette problématique du développement durable, l'une de nos principales fonctions, en tant que scientifiques, est de tirer des sonnettes d'alarmes, d'agiter des clignotants à l'adresse des politiques, grâce à des outils les plus fiables et les plus adéquats possibles. In fine, ceux-ci doivent permettre d'aboutir à une réflexion et à des choix raisonnés qui doivent prendre en considération les avis des scientifiques, les contraintes de la gestion publique et citoyenne et les aspirations plus individuelles de la population. Car en fait, comme

nous l'avons démontré, les mesures prises et à prendre dans le cadre du développement durable de notre société ne peuvent être appliquées de manières coercitives. Elles doivent gagner l'adhésion de tous, - ou à tout le moins du plus grand nombre -, afin que les aspirations individuelles puissent se reconnaître et s'intégrer dans un projet collectif. La durabilité n'est-elle pas à ce prix ?